



n° 3593 semaine du 14 au 20 mai 2020

L'EXPRESS

La tech africaine contre le Covid-19

Zemmour vu des banlieues

La CGT ou la stratégie du chaos

Gauchet : gare à la société de défiance !

POURQUOI LES CLASSES DOIVENT ROUVRI

L'école aussi, c'est vital !



BELGIQUE 5 € • AFRIQUE CFA 3 500 CFA • TOM 880 XPF • ANJOUBRE DOM ESPAGNE FINLANDE GRÈCE ITALIE PORTUGAL 4 90 € • LUXEMBOURG PAYS BAS 5 10 € • ALLEMAGNE 5 70 € • CANADA 7 60 CAD • USA 7 99 USD • MAROC 42 MAD • TUNISIE 5 50 TND • SUISSE 6 90 CHF



URGENCE

L'école aussi, c'est vital!

Pour combattre les inégalités éducatives et sociales, et pour le bien être des enfants, les classes doivent rouvrir. A condition que les mesures sanitaires soient en place.

PAR AMANDINE HIROU ET ANNE VIDALIE



JON BERKELEY

« Il y a urgence à rouvrir les écoles. » C'est le cri d'alarme lancé par des enseignants, éducateurs et responsables associatifs. Il y a urgence, disent-ils, à rattraper les enfants à la dérive, scolairement ou psychologiquement. A leur offrir l'écoute et le soutien dont ils ont besoin. Le bien-être de millions de gamins est en jeu, affirme une note récente de Santé publique France, nourrie par de multiples études françaises et étrangères. Surtout ceux qui vivent dans les familles les plus vulnérables – mal logées, mal connectées. Sinon ? Les experts de la veille sanitaire avertissent : « La rupture avec un lieu d'enseignement, mais aussi un milieu de vie, peut avoir des effets néfastes à court et à long terme, sur la santé tant mentale que physique [...]. Les populations les plus précaires économiquement seront les plus touchées, et cela aura des conséquences sur le développement et l'équilibre de leurs enfants, venant creuser les inégalités sociales déjà très fortes. »

Cesombre diagnostic, Philippe Chastel le fait chaque jour. Pour le directeur du centre social Boris-Vian de Saint-Etienne, dans la Loire, « le volontariat pour le retour à l'école est une erreur, cela aurait dû être une obligation ». Bien sûr, il sait les angoisses des parents face à l'épidémie de Covid-19, les folles contraintes sanitaires imposées aux établissements et la responsabilité qui écrase les maires. Mais, au quotidien, dans ce centre-ville miné par la pauvreté, il croise des jeunes en rupture scolaire, des accros aux jeux vidéo qui dorment jusqu'en milieu d'après-midi, des parents excédés ou dépassés qui ont perdu leur boulot d'interim, leur CDD ou leur emploi au noir. « On ne peut pas laisser les enfants comme ça, s'inquiète Philippe Chastel. Il faut qu'ils soient pris en charge dans un contexte extrafamilial. » La municipalité fait de son mieux. Depuis le 11 mai, huit « accueils relais » gérés par des associations reçoivent du matin au soir les élèves de CE1, CE2 et CM1, dont les classes ne rouvriront que plus tard.

La continuité pédagogique chère à l'Education nationale est le cadet des soucis de ces parents trop pauvres pour donner à manger trois fois par jour à leurs rejetons. Iannis Roder, professeur d'histoire-géographie en Seine-Saint-Denis, territoire où 28 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, et directeur de l'observatoire de l'éducation de la Fondation Jean-Jaurès, en est douloureusement



Quelques chiffres

- **12,4 millions** d'élèves.
- 2,8 millions** d'enfants sous le seuil de pauvreté.
- 8 semaines** hors de l'école.

conscient : « La cantine est le seul repas équilibré de la journée pour les gamins mal nourris. En dehors de l'école, 80 ou 90 centimes pour s'alimenter correctement, c'est impossible. Une charge financière supplémentaire pèse sur ces foyers, qui n'y arrivent plus. Alors, la reprise en septembre seulement que prônent certains, je veux bien, mais il faut prendre en compte tous les aspects du problème ! »

Nombreux sont les enseignants, dans ces quartiers de la France périphérique, à voir dans la réouverture des établissements scolaires une nécessité sociale autant qu'un besoin pédagogique. Leurs élèves leur envoient parfois des messages aux allures de bouteille à la mer : « J'en peux plus de mes frères et sœurs, on est tous dans la même chambre », ou « j'ai pas pu assister à votre cours car mon frère est sur le seul ordinateur de la famille ». « L'image d'Épinal des parents et des enfants qui prennent le petit déjeuner tous ensemble, avant que chacun se mette à son télétravail ou à ses devoirs, cela n'existe que dans les beaux quartiers », dénonce Iannis Roder. Sa réalité à lui, ce sont des jeunes seuls toute la journée parce que les parents, livreurs ou caissières, sont au boulot, et des fratries dans lesquelles les grands délaissent leur cours pour s'occuper des petits.

Des mêmes livrés à eux-mêmes face à leur scolarité, Abdellah Boudour en côtoie tous les jours à Argenteuil, dans le Val-d'Oise. « Beaucoup ne lisent plus, n'écrivent plus, ne parlent même plus français, parfois, à la maison, souligne le fondateur de l'association la Dictée pour tous. Personne n'est là pour les aider, les corriger, les encadrer. Dans ces conditions, même si on met à leur disposition des outils numériques, cela ne suffit pas. »

Il y a plus grave encore. Ce qui « serre le cœur » d'Anaïs Chiri, professeure d'anglais dans la banlieue nord de Paris, ce sont ses élèves de sixième pour lesquels « la maison est synonyme de malheur, de parents qui frappent, alors que l'école, c'est leur famille, et je pèse mes mots ». Dans le huis clos du foyer, les tensions se sont exacerbées. « Nos interventions pour différends familiaux ont augmenté de 102 %, constate le lieutenant-colonel Caroline Auzeville, responsable de la cellule de suivi mise en

place en Haute-Garonne en mars dernier. Des zones résidentielles du département, jusque-là épargnées, affichent de très fortes hausses. »

Le 119, numéro d'urgence pour l'enfance en danger, a enregistré 35 % d'appels supplémentaires, émanant de mineurs victimes ou témoins, depuis huit semaines. Et les proches ou les voisins ont été 25 % de plus à téléphoner. « Beaucoup de situations de violence ont émergé, dans les quartiers chics comme dans les banlieues difficiles », observe Martine Brousse, présidente de la Voix de l'enfant, qui fédère plus de 80 associations spécialisées dans le soutien aux plus jeunes. Nul ne se risque à évaluer pour l'instant l'étendue des dégâts...

Un autre chiffre noir du confinement, c'est celui des décrocheurs, celles et ceux qui ont remis livrés et cahiers et ne répondent plus aux messages de leurs enseignants. Dès le 17 mars, le lendemain de la fermeture des écoles, certains se sont

**« J'ai pas pu assister
à votre cours, car mon
frère est sur le seul
ordinateur de la famille »**

mis aux abonnés absents. D'autres n'ont pas vraiment eu le choix. « 15 % des Français n'ont pas accès à Internet », rappelle Salomé Berlioux, la présidente de Chemins d'avenir, structure de soutien aux jeunes qui vivent loin des grandes villes. Dans ces villages et ces bourgs, impossible de passer un appel ou d'envoyer un texto. Encore moins de suivre un cours en visioconférence.

Combien sont-ils, ces décrocheurs, volontaires ou non ? 4 %, comme l'avance l'Education nationale ? Beaucoup plus, selon les profs et responsables associatifs, qui craignent de ne pas pouvoir récupérer le temps perdu. D'être condamnés à regarder le fossé des inégalités se creuser un peu plus. « Ne nous leurrons pas, le retard pédagogique ne se rattrapera pas, déplore Iannis Roder. Les élèves des quartiers plus favorisés, qui ont un capital culturel important, continuent à travailler. Ceux dont le bagage est assez faible, comme les miens, sont à l'arrêt, pour la plupart. Sans cadre scolaire contraint, ils n'avancent



pas. » L'un de ses collègues professeur de français ne dort plus la nuit, obsédé par ces gamins en perte de vue.

Leur collège rouvrira-t-il ses portes le 28 mai, même si la Seine-Saint-Denis clignote toujours en rouge sur la carte du déconfinement ? Stéphane Troussel, le président socialiste du département, en a fait la demande à l'Education nationale. Avec un argument fort : « Si la lutte contre le décrochage scolaire est bien la priorité du gouvernement, je pense qu'il est impératif que les élèves puissent retrouver le chemin des classes en mai », a déclaré l' élu à France Bleu Paris.

Même pour ceux qui n'ont pas lâché leurs manuels scolaires, l'école à distance ne va pas de soi. Tous les profs ne sont pas des as de la souris, tant s'en faut. Selon l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économiques, 59 % d'entre eux auraient bien besoin d'une formation aux technologies de l'information et de la communication (contre 32 % de leurs homologues britanniques). Et 1 établissement sur 3 seulement dispose d'une plateforme numérique suffisamment solide pour permettre l'apprentissage en ligne sans bug.

Marie-Frédérique Barbot, enseignante de CM2 dans une institution privée sous contrat de Montreuil, dans la banlieue est de Paris, appartient à la catégorie des « techno-agiles ». Elle s'est donné beaucoup de mal pour faire vivre sa classe en ligne à travers la chaîne YouTube et le blog qu'elle a ouverts. Pendant six semaines, elle a fait un tabac auprès de ses élèves. Mais, depuis le début de mai, « cela s'esouffle, estime-t-elle. Tout le monde en a marre, les petits comme les parents ».

Ces derniers ont découvert, s'ils l'ignoraient encore, que prof, c'est un métier. Quelques-uns ont bien failli y laisser leurs nerfs. Comme cette mère d'un garçon de

► 6 ans qui avoue ne plus supporter son fils « parce qu'il ne comprend rien ». « Le risque, c'est d'avoir des paroles blessantes, voire de bousculer son rejeton sous le coup de l'agacement », met en garde Annie Gourgue, présidente de l'association de protection de l'enfance la Mouette, dans le Lot-et-Garonne.

Même les mieux armés et les plus motivés finissent par se lasser ou s'épuiser à la tâche. « Pour un couple de cadres en télétravail, accompagner la scolarité de deux ou trois enfants est une véritable gageure, estime le pédopsychiatre parisien Stéphane Clerget. Surtout avec les préados, souvent incapables d'étudier seuls, sans leur père ou leur mère à côté. »

Gare à la phobie scolaire qui menace les ados fragiles lovés dans le cocon de leur chambre

Nombre de psychiatres et de pédiatres ne ménagent pas leurs efforts pour convaincre les parents qu'il est temps de renvoyer leur progéniture devant le tableau noir. Gare à la phobie scolaire qui menace les enfants et les ados fragiles lovés dans le cocon protecteur de leur chambre. « J'en vois de plus en plus que le confinement sécurise, au point qu'ils éprouvent de l'appréhension à reprendre la classe », alerte le psychiatre Serge Hefez. Certains

petits, de nouveau scotchés à papa-maman, montrent des signes de régression, renouant avec les crises d'opposition ou le pipi au lit, notamment.

Au bout de deux mois, l'éloignement de l'école commence à produire des effets délétères chez beaucoup de jeunes : abus d'écrans, prise de poids, troubles du sommeil, surtout. De quoi inciter l'Association française de pédiatrie ambulatoire à se prononcer pour « le retour en collectivité dans le respect des mesures barrière. » Sa présidente, Fabienne Kochert, passe beaucoup de temps à répéter aux parents que les services de réanimation et d'urgences pédiatriques sont vides. Que chez les plus jeunes, les formes graves de Covid-19 sont moins nombreuses que celles de bronchiolite, de grippe ou de méningite. Que leur pouvoir contaminant semble plus faible que celui des adultes. Mais ces arguments ne suffisent pas toujours.

Anne Gramond, pédopsychiatre à Nîmes, dans le Gard, en sait quelque chose. Parmi sa patientèle, elle ne dénombre que 10 % de parents décidés à renvoyer leurs bambins en classe. Dans un département pourtant très peu touché par le virus, avec 77 décès à la date du 11 mai. Parfois, ce sont les enseignants eux-mêmes qui dissuadent les rares volontaires. Comme cette mère d'un enfant de sixième souffrant de sévères difficultés d'apprentissage, soulagée que l'école reprenne. Sauf que la professeure principale lui a rabâché que ce serait dangereux, que les conditions sanitaires ne seraient pas remplies, qu'il s'agirait de garderie et non d'enseignement. Un comble. *

Chantiers

Les cinq grands défis à relever

La crise a mis en lumière les difficultés auxquelles se heurte le système pédagogique. Et offre une chance unique de les surmonter.

La crise du coronavirus a tourné le monde de l'éducation. En près de deux mois, les annonces se sont succédées à un rythme effréné : fermeture des établissements, mise en place de l'« école à la maison », lancement de l'opération « vacances apprenantes » pour les élèves décrocheurs, annulation des épreuves du bac et recours au contrôle continu, réouverture des classes suspendue à la mise en place de protocoles sanitaires inédits... Que restera-t-il de ce grand chamboule-tout ? Le point sur cinq chantiers qui débutent tout juste.

1. Rattraper le retard dans les classes « charnières »

Le 21 avril, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, avait émis le souhait de donner la priorité aux grandes sections de maternelle, aux CP et aux CM2 lors de la réouverture des écoles. Trois niveaux stratégiques. Katia Philippe, directrice d'école près de Nice (Alpes-Maritimes), se dit particulièrement inquiète pour ses grandes sections. « Certes, de nombreux parents m'ont envoyé régulièrement les pages d'écriture de leurs enfants. Mais cela ne me dit pas si les élèves ont intégré la bonne façon de tracer les lettres, car on ne peut pas tout vérifier à distance », soupire l'enseignante. Lorsqu'elle retrouvera ses ouailles, elle devra traquer les éventuelles mauvaises habitudes pour éviter qu'elles ne s'enracinent.

Le CP est également une année clef durant laquelle l'enfant réussit le petit miracle de déchiffrer un texte. Certains arrivent à acquérir une certaine fluidité en milieu d'année. Pour d'autres, c'est un peu plus long. Dans tous les cas, il importe de ne pas relâcher les efforts et l'accompagnement doit être le plus individualisé possible. Le programme de dédoublement des classes de CP (et de CE1) des établissements en réseaux d'éducation prioritaire – une des mesures phares portées par le gouvernement – a été mis en place dans ce but. « Travail sur la phonologie, sur le



lexique, sur les mathématiques... Il va falloir veiller, durant les quelques semaines qu'il nous reste, à ce qu'ils maîtrisent bien tous les fondamentaux, » insiste Delphine, qui exerce dans l'Essonne.

Enfin, pour les CM2, l'enjeu dépasse le simple terrain pédagogique. « Chaque année, je sens une certaine fébrilité dans les rangs au mois de juin. A quelques mois de leur entrée au collège, ils savent qu'une page se tourne et ils ont recours à des rituels comme celui de s'écrire des petits mots en guise de souvenirs », raconte le maître parisien Lucien Marboeuf. Une étape symbolique, certes, mais à ne pas négliger.

2. Poursuivre la réforme du baccalauréat

Les élèves de première n'auront pas été épargnés cette année. Cette classe d'âge qui essuie les plâtres de la réforme du bac a d'abord subi la crise des E3C. L'organisation de ces nouvelles « épreuves communes de contrôle continu » – examens échelonnés sur les années de première et de terminale, qui représentent 30 % de la note finale du bac – a suscité des remous cet hiver. A cela s'est ajoutée l'épidémie de Covid-19 et son cortège d'incertitudes.

Le 3 avril dernier, le verdict tombe : toutes les épreuves du bac sont annulées au profit d'une évaluation sur la base du contrôle continu. Toutes sauf une, l'oral de français. « Une injustice de plus pour les élèves de première. Ce n'est pas normal de leur faire subir cette pression », s'insurge Carla Dugault, coprésidente de la FCPE, principale fédération de parents d'élèves. Le passage au contrôle continu de l'écrit de français suscite aussi des réticences. « Beaucoup de lycéens se révèlent au troisième trimestre. On ne leur laisse pas la chance de se rattraper », regrette Fanny Capel, professeure de lettres modernes au lycée Paul-Eluard, à Saint-Denis, dans la banlieue nord de Paris. La décision de recourir au contrôle continu pour le bac 2020 a toutefois été saluée quasi unanimement par les syndicats. Même le Snes-FSU, majoritaire chez les professeurs de lycée, qui y était jusque-là très opposé, a estimé qu'il s'agissait de « la moins mauvaise des solutions ». « Une aubaine pour Jean-Michel Blanquer. Ce test pourrait faire évoluer les esprits », confie-t-on dans l'entourage du ministre. Pierre Mathiot, copilote du comité de suivi de la réforme du bac, nuance : « Il faudra du temps. On n'est pas encore mûrs en France pour accorder une place trop importante au contrôle continu ». De



nouvelles annonces, qui concerneront les épreuves du bac 2021, pourraient intervenir dans les prochains mois. Encore des changements en perspective pour les jeunes qui s'apprentent à passer en terminale.

3. Accompagner les bacheliers à l'entrée dans le supérieur

« Champagne ! » Bon nombre de candidats ont sauté de joie à l'annonce de la suppression des épreuves du bac. Leurs moyennes de l'année, dans les différentes matières, leur garantissant l'obtention du précieux diplôme. Mais, très vite, des regrets ont commencé à poindre. « On ne vivra jamais cette excitation qui monte le jour des résultats ni ce sentiment de soulagement à la lecture de son nom sur la liste des reçus », déplore Tiphaine en terminale ES, qui craint que le bac 2020 ne soit considéré comme un diplôme « au rabais ».

Mais, pour le sociologue François Dubet, cette crise sanitaire aura eu le mérite de mettre en lumière une certaine « hypocrisie scolaire ». « Dans les années 1960, le taux de réussite au bac était d'environ 60 %. Aujourd'hui, il est de 90 % », rappelle-t-il. Bref, le bac n'est plus le véritable enjeu. Aujourd'hui, tout se joue en amont, au niveau de Parcoursup et des sélections organisées par le supérieur. Justement. L'épidémie ne sera pas sans conséquences sur le parcours postbac de certains. Les garçons et les filles qui se préparaient depuis des mois à intégrer telle grande école ou telle université sélective ont été déstabilisés par le soudain changement de règles. Annulation des oraux au profit d'une admission sur dossier, recours à la

visioconférence, report des examens au mois de septembre... « Ceux qui tireront leur épingle du jeu sont ceux qui feront preuve d'adaptation. La capacité à gérer son stress est également un atout important », explique Annabelle Allouch, auteure de *La Société des concours* (Seuil). En septembre, les universités et les écoles devront certainement adapter leurs programmes pour ces jeunes à peine sortis du lycée, à qui il aura manqué plusieurs mois de cours dans les salles de classe.

4. Dresser un état des lieux du numérique scolaire

L'école à distance avait plutôt mal commencé. Bugs successifs, saturation du réseau, environnements numériques de travail (ENT) plus ou moins efficaces... Bon nombre d'enseignants ont tâtonné les premiers jours avant de s'approprier les outils. Parfois aidés par leurs élèves. « Je les ai orientés vers Google Classroom, à l'interface claire et pédagogique, et Discord, plateforme normalement consacrée aux jeux vidéo, mais très pratique pour les cours en visioconférence », raconte Lily, en première à Marseille. Il a souvent fallu parler au plus urgent. Quitte à fermer les yeux sur certains écueils comme le risque de fuite des données personnelles ou l'appétit des opérateurs privés pour ce marché.

Le retard français en matière de numérique est indéniable. Selon une étude de l'OCDE, seuls 56 % des professeurs de l'Hexagone ont les compétences techniques et pédagogiques nécessaires pour intégrer le numérique dans leur enseignement (contre 70 % dans les autres pays). ►



► Enfin, sur les 12 millions d'élèves scolarisés, environ 5 % ne possèdent pas le matériel indispensable. « Certains doivent se partager le seul ordinateur de la famille. Et ceux qui habitent en zone rurale, ou dans des petites villes, ne disposent pas forcément d'une connexion suffisante », ajoute Salomé Berlioux, présidente de l'association Chemins d'avenirs qui vient en aide aux jeunes de la France périphérique. Cette période a ouvert de nouveaux horizons à Lucien Marboeuf. « On a tous été obligés de faire preuve de créativité », s'enthousiasme ce maître parisien qui a recensé de nombreux sites, blogs ou podcasts dont il pourra se servir plus tard. Jean-Michel Blanquera a annoncé la tenue d'états généraux du numérique à la rentrée prochaine pour recenser les différentes initiatives. Mais gare à ne pas casser cette liberté dont se sont emparés certains enseignants. « Quand l'institution met trop de cadres, c'est là que les ennuis commencent », prévient le sociologue François Dubet.

5. Faire perdurer les nouveaux liens parents-profs

Les relations tumultueuses entre parents d'élèves et professeurs, voilà une autre spécificité bien française ! Or l'expérience de « l'école à la maison » a renversé les rôles de façon inédite. Pour la première fois, certains pères et mères ont endossé celui d'enseignants. Tandis que ces derniers ont eu recours à de nouveaux modes de communication pour garder le lien avec les familles. « Afin de permettre aux parents de souffler, j'ai enregistré des petits cours en vidéo ou des dictées, raconte Delphine, à la tête d'une classe de CP dans l'Essonne. On a travaillé main dans la main. »

Pour Jean-Paul Payet, professeur de sociologie de l'éducation à l'université de Genève, le tableau n'est pas aussi idyllique. « Certains enseignants ont su faire preuve de créativité. Mais beaucoup se sont contentés d'envoyer des contenus et des exercices, demandant aux parents de veiller à leur mise en œuvre », déplore-t-il. Enfin, les uns et les autres ont été nombreux à exprimer un sentiment de « manque ». « On a compris que le rôle de l'école ne se réduisait pas aux apprentissages. On a aussi besoin d'elle pour se rencontrer, échanger, tisser des liens. Cette dimension n'était que très peu valorisée jusqu'ici », souligne François Dubet. Une prise de conscience qui aboutira, peut-être, à de nouvelles formes de relations. A moins que les vieilles habitudes ne reprennent le dessus. * A. H.

Engagée

Fatiha Boudjahlat : « Nous devons reprendre les cours »

Le cœur de métier des enseignants réside dans leur présence physique et leur réactivité face aux élèves, pas dans la fabrique et la correction d'exercices, affirme cette professeure d'histoire-géographie de Toulouse et essayiste.

« Ce retour en classe est indispensable, parce qu'il est le signe et le signal d'un début de retour à la normale de la société tout entière, qui s'organise autour des enfants. Mais ceux qui nous complimentent en exprimant une prise de conscience tardive de notre utilité face aux élèves – dont ils reconnaissent soudain qu'ils sont aussi difficiles qu'ils ont des difficultés – sont au minimum maladroits : nous regretter parce que nous sommes une garderie gratuite et commode n'est pas flatteur. Tout le monde a conscience que cette garde conditionne le retour au travail des parents. Pourtant, il n'a pas fallu attendre longtemps pour que le "profs bashing" reprenne, y compris sous la plume de gauche d'un Laurent Joffrin*, nous sommant, nous, récalcitrants, de retourner au travail et de suivre l'esprit de sacrifice des soignants.



M. CHAUMEL/DIVERGENCE

« Au nom de l'hygiène et de la sécurité sanitaire, on ne peut stériliser les rapports humains et risquer de provoquer des TOC. »

Nous devons reprendre les cours, parce que la continuité pédagogique est une blague et un triste pis aller : nous, enseignants, avons fait au mieux. Mais notre cœur de métier réside dans notre présence physique et notre réactivité face aux élèves, pas dans la fabrique et la correction d'exercices. La générosité et l'entraide ont pallié le manque d'équipements, mais le fait est que les enfants sont souvent en

situation d'illectronisme : ils maîtrisent les réseaux sociaux, mais ne savent pas nommer ou envoyer des pièces jointes. Parce que personne ne leur a appris, parce qu'ils n'en avaient pas l'utilité. Les élèves auront appris à se débrouiller, à être autonomes, même si ce fut à la dure.

Quant aux protocoles sanitaires, ils sont d'une complexité folle et ne semblent avoir été élaborés que pour couvrir juridiquement les donneurs d'ordres. Les consignes s'apparentent à de la maltraitance. Il faut laisser les enfants jouer ensemble. Ils ont été privés de leurs amis, de cette sociabilité fondamentale qu'ils ne trouvent dans cette configuration de mixité qu'à l'école publique. L'école ne peut et ne doit devenir une salle blanche. Au nom de l'hygiène et de la sécurité sanitaire, on ne peut stériliser les rapports humains et risquer de provoquer des TOC. L'école, c'est de la vie. Je méprise les partages enthousiastes sur les réseaux sociaux d'images de ces enfants d'Asie aux ordres, disciplinés façon caserne, dans leurs déplacements ou à leurs pupitres. En France, nous avons opté pour le bien-être et l'épanouissement des élèves. Avec ce que cela suppose de liberté, d'agitation, de rébellion.

Les écoles doivent rouvrir, parce que c'est le premier service public dans les quartiers et dans les zones rurales, qu'elles revitalisent. Et parce que nous, adultes de l'Éducation nationale, sommes ceux qui peuvent le mieux encadrer et prendre soin des plus jeunes. Notamment lancer le début du travail de résilience et leur rappeler le temps long de leur parcours scolaire, qui effacera les effets négatifs de cette "drôle de guerre" qu'est le confinement. Nous, enseignants, serons au rendez-vous. Pour les enfants, comme toujours. » *

FATIHA BOUDJAHLAT

* « Dans une France qui reprend peu à peu le travail, devrait-on faire une exception pour les enseignants, surtout quand les soignants ont donné l'exemple de la continuité du service public ? »

(Edito de Laurent Joffrin, Libération du 4 mai.)



Dans un lycée d'Ettingen, le 4 mai. La reprise n'a suscité ni appréhension ni réticence.

Exemplaire

Allemagne : un retour en classe dans la bonne humeur

Parents et enseignants sont satisfaits de l'organisation du déconfinement. Mais la pénurie de profs et le sous-équipement numérique sont apparus au grand jour.

En Allemagne, la rentrée du 4 mai s'est déroulée sans accroc. Le journal télévisé de la première chaîne publique a consacré un reportage aux élèves d'une école primaire de Hambourg, ravis de retrouver leurs classes et de revoir leurs camarades. On les voit se laver sagement les mains et porter un masque à la récréation. Quant aux enseignants, ils expliquent le fonctionnement des cours en alternance et les règles de distanciation sociale. Sans émettre la moindre récrimination.

Ce n'est pas un document de propagande de l'ex-Allemagne de l'Est, mais la réalité. Aucune réticence des familles, pas une menace de grève chez les professeurs... « La grande majorité des parents ont été ravis – et soulagés – de renvoyer leurs enfants à l'école. Tout se passe très bien, même dans le primaire, où les élèves ont parfaitement compris les règles », se félicite Heinz-Peter Meidinger, président de Deutscher Lehrerverband, le deuxième syndicat d'enseignants du pays.

Relativement épargnés par le virus, les Allemands n'ont pas été traumatisés par les mesures de confinement, bien moins coercitives qu'en France. « La situation n'a pas été aussi dramatique. Aujourd'hui, les parents et les enseignants s'inquiètent

d'avantage du décrochage des enfants que d'une infection », souligne Sabine Achour, politologue à l'Université libre de Berlin, spécialiste de l'éducation.

Mais un (gros) souci a émergé : la pénurie de profs, qui va s'aggraver avec le morcellement des classes en plusieurs groupes. Malgré des salaires 2 fois plus élevés qu'en France, plus de 10 000 postes sont actuellement vacants dans le primaire, sans compter ceux qui sont temporairement inoccupés par des enseignants à risque, et donc dispensés de cours. Selon la Fondation Bertelsmann, il manquera 26 000 institutrices et instituteurs en 2025.

La crise du Covid-19 a également mis en lumière certains archaïsmes de l'école allemande. Près des deux tiers des familles ont consacré trois heures par jour à l'instruction à domicile, une tâche assurée à 80 % par les femmes. Ces dernières ont pu constater à cette occasion l'immense retard dans l'équipement numérique des établissements scolaires et des professeurs. « Le déficit reste important dans la formation des enseignants », confirme Anja Wildemann, pédagogue à l'université de Coblenz-Landau, en Rhénanie-Palatinat. Pas étonnant, quand on sait que le fax est encore préconisé dans les services publics!

Le système allemand est difficilement comparable à celui de la France. Le fonctionnement de l'école ne se décide pas à Berlin, mais relève exclusivement de la compétence des Länder. Pendant la crise, on a rarement entendu la ministre fédérale de l'Éducation, Anja Karliczek, simple « conseillère » lors des réunions de coordination des ministres de l'Éducation des Länder.

Chacune de ces 16 régions délivre son propre baccalauréat (*Abitur*), dont la cote, plus ou moins bonne, est déterminante pour le choix d'une filière dans une université d'un autre État. Les Länder décident des méthodes d'enseignement, des programmes scolaires et donc de l'organisation du déconfinement. Rien n'empêchait Berlin ou la Bavière d'attendre septembre pour reprendre les cours.

La pandémie provoquée par le coronavirus n'a nullement remis en question cette organisation ni le système éducatif. « Au contraire, la confiance dans l'école publique a été renforcée », insiste Anja Wildemann. L'adhésion est très forte par rapport à d'autres pays européens comme les Pays-Bas, où 70 % des élèves sont scolarisés dans le privé. Selon une étude de la Fondation Friedrich-Ebert, le think tank du Parti social-démocrate, l'enseignement public reste la norme en Allemagne, où seulement 9 % des élèves fréquentent le privé.

Les sept semaines de confinement ont donc été relativement bien acceptées outre-Rhin. « Ni les profs ni les parents n'ont été mis sous pression », affirme Sabine Achour. Mais les familles modestes ont souffert plus que les autres. La politologue le sait, tous les foyers n'ont pas la chance d'avoir, comme elle, quatre ordinateurs à la maison pour deux parents en télétravail et trois enfants. « Dans les familles nombreuses qui n'ont pas les moyens et qui manquent de place, l'épreuve a été difficile », reconnaît-elle.

Autre réserve exprimée par le syndicaliste Heinz-Peter Meidinger : « Les professeurs ont éprouvé des difficultés à établir le contact avec des enfants dont les parents ont un faible niveau d'instruction ou avec ceux issus de l'immigration. » Pour les aider, certains enseignants ont accepté de porter eux-mêmes les documents de travail à domicile – une façon de réduire autant que possible la fracture éducative qui s'est accentuée avec la crise sanitaire. Leur défi sera d'assurer un rattrapage d'ici à l'été pour tous les enfants qui ont décroché. *CHRISTOPHE BOURDOISEAU